

# Les raisons du silence du Roi

Il s'informe discrètement. Et pourrait évoquer le blocage le 21 juillet

**L**e roi Philippe est le grand absent de la crise du moment. Ce qui ne signifie pas qu'il ne suive pas les choses de près. Mais pour lui comme pour le pays, c'est une première et on marche sur des œufs en raison de son statut...

Le contraste est flagrant. En cas de problème au fédéral, le roi entre immédiatement en piste, déployant des trésors de psychologie pour aider à résoudre la crise, directement ou par émissaire(s) interposé(s). Et ici ? Rien. L'agenda du Souverain en atteste : aucun des présidents de parti ou des ministres-présidents concernés n'a été reçu au Palais, depuis dix jours. Le Roi a simplement reçu Charles Michel et Kris Peeters, ce lundi. Du classique. Olivier Chastel l'avait bien été, lui aussi, le lundi de la crise. Mais c'était quelques heures avant qu'elle se déclenche.

Pourquoi ce silence ? « Parce que le Roi n'a aucun rôle à jouer dans

la situation actuelle », rétorque son porte-parole, Pierre-Emmanuel De Bauw. « Concernant les

« Intervenir, ça l'exposerait personnellement, tout comme son Premier ministre. Il convient de le protéger », note Christian Behrendt

entités fédérées, il ne reçoit que les prestations de serment des ministres-présidents, après avoir donné par leurs parlements. On n'est pas du tout dans une situation identique à celle du fédéral, où il agit en cas de crise ou dès le lendemain d'une élection... »

« Le Roi est le chef du pouvoir exécutif fédéral, mais pas celui des pouvoirs exécutifs des entités fédé-

rées », synthétise le constitutionnaliste de l'Ulg Christian Behrendt. « Je ne concevrai qu'il intervienne que si l'instabilité du moment devait déboucher sur une vraie crise, susceptible alors de l'intéresser en tant que chef de l'État. Mais on en est encore loin... »

## CHEF DE CABINET

Cela ne signifie néanmoins pas que le roi Philippe se désintéresse de ce qui est en train de se passer en Wallonie et à Bruxelles. « Il dispose d'un staff politique qui suit toutes les affaires », complète M. De Bauw. « Rien n'empêche par exemple son chef de cabinet de se tenir au courant, de prendre certains contacts puis d'informer le Roi. Le Souverain lui-même reçoit chaque semaine le Premier ministre en audience. Sans dévoiler la couronne, ils abordent toujours ensemble les questions d'actualité politique. Mais il suit les choses avec la prudence qui s'impose, dans le respect de son rôle consti-

tutionnel... »

Le Roi observe, donc, mais se tait. « Il convient d'ailleurs de le protéger », appuie Christian Behrendt. « Intervenir, ça l'exposerait personnellement, tout comme d'ailleurs son Premier ministre. On attendrait de lui qu'il aide à trouver une solution. En se tenant en retrait, ce n'est pas le cas... »

Mais se pourrait-il tout de même, si la crise perdure, qu'il l'évoque dans son traditionnel discours du 21 juillet ? Ce n'est pas exclu. « Ne tirons pas de plans sur la comète, on ne sait pas où on en sera alors », decode son porte-parole. « Mais rien n'empêcherait le Roi, comme chef de l'État, de s'adresser à la population en évoquant l'actualité. Cela s'est déjà vu... »

« Il pourra dire tout ce que le Premier ministre autorisera », complète M. Behrendt. « Il parlera alors en tant que chef de l'État. Mais le gouvernement fédéral n'a, à mes yeux, rien à gagner à se prononcer sur ce qui se passe à un autre niveau de pouvoir... »

CHRISTIAN CARPENTIER

## Ecolo a repris la main ce mercredi

### « Un été long et peut-être très chaud »



Vous comptez partir loin cet été ? Ne vous tracassez pas trop, la situation politique pourrait ne pas avoir bougé d'un iota à votre retour. C'est en tout cas la prédiction faite ce mercredi par Olivier Maingain, à sa sortie d'une rencontre avec Ecolo sur l'éthique. Défi et les Verts se sont trouvés

énormément de points d'accords. Dont celui de continuer à faire d'un compromis sur la gouvernance un préalable à toute autre négociation, contrairement à ce qu'Olivier Chastel (MR) appelait de ses vœux hier matin dans nos colonnes.

Autre confirmation : M. Main-

gain continue à réclamer la tête de Joëlle Milquet avant toute entrée en négociation. D'où sa prédiction sur un été « long et peut-être très chaud ». Sauf si, comme tout l'indique de plus en plus, le MR et le cdH décident de pactiser pour la seule Région wallonne, laissant la responsabilité des blo-

cages à d'autres.

## PARITÉ HOMMES-FEMMES

Avant de recevoir le président de Défi, les coprésidents d'Ecolo avaient reçu Elio Di Rupo, mercredi matin. Le climat a également été qualifié de serein. Le Montois a néanmoins les cou-

dées moins franches puisque ce n'est que dimanche que ses troupes valideront ou non l'idée d'un décumul intégral des mandats. Une idée qui ne fait pas l'unanimité en interne (lire ci-contre).

Par contre, Elio Di Rupo a proposé aux Verts d'aller encore plus

loin que ce qu'ils demandent sur d'autres thématiques liées à la gouvernance. Il a ainsi proposé d'instaurer une parité hommes-femmes obligatoire, au sein des gouvernements des entités fédérées, comme dans les collèges provinciaux et communaux.

Le PS veut aussi créer un registre des lobbyistes professionnels, pour mieux repérer ceux qui tentent d'influencer les décisions officielles. Mais aussi publier les listes de présence aux réunions pour lesquelles existent des mandats rémunérés. ●

CH. C.

## PS liégeois

### Liège contre le décumul intégral

La Fédération liégeoise du PS s'est prononcée ce mercredi soir, en vue du congrès national du 2 juillet, sur le délicat sujet du cumul. Réunis en assemblée générale, les militants socialistes ont été invités à trancher : décumul intégral ou décumul limité aux rémunérations ? Au final, une très large majorité (près de 80 %) des socialistes liégeois ont opté pour la seconde proposition, le décumul intégral ne recueillant que 21 % des suffrages. « Lors du Congrès national, la Fédération liégeoise du PS exprimera son choix que tout parlementaire européen, fédéral, régional ou communautaire qui détient également un mandat de bourgmestre, échevin ou président de CPAS doit exercer cette fonction locale à titre gratuit. Les délégués ont également voté contre le décumul intégral dans les communes de plus de 50.000 habitants (60 %) », précise le PS liégeois. Par contre, les Liégeois se sont prononcés pour l'exercice à titre gratuit des mandats dérivés dans les ASBL communales et paracommunales, ainsi qu'en faveur de l'intégration dans le plafond légal de tout mandat détenu par un élu dans une structure soumise à la législation sur les marchés publics. ●

## Soins de santé

### Le PS veut tout gratuit pour les moins de 18 ans

La gratuité des soins de santé pour les jeunes de moins de 18 ans. C'est ce que réclament quatre députés PS de Chambre, emmenés par Laurette Onkelinx, dans une proposition qu'ils viennent de déposer.

Pour eux, le coût de ces soins « représente aujourd'hui encore un obstacle pour de plus en plus de personnes ». Quelque 20 % des Belges les reporteraient d'ailleurs faute de moyens, fût-ce seulement pour avancer de l'argent que leur mutuelle leur remboursera ensuite. « Que ces soins soient pour eux ou pour leurs enfants, cela est difficilement acceptable dans une société comme la nôtre », écrit l'ancienne ministre de la Santé.

#### MONTURES DE LUNETTES

Avec ses cosignataires, elle propose donc d'introduire le tiers-payant obligatoire « chez les médecins généralistes, les dentistes et les médecins spécialistes » mais également d'« envisager un système similaire pour les audiciens et les opticiens pour les jeunes jusqu'à 18 ans, afin que ceux-ci ou leurs parents ne doivent pas avan-

cer l'entièreté des montants demandés ».

Ils demandent également, pour ces mêmes jeunes, d'« augmenter le montant d'intervention de l'assurance maladie obligatoire pour les montures de lunettes à un minimum de 75 euros et l'octroi de cette intervention tous les trois ans. »

Ils demandent aussi l'extension de cette même intervention à l'achat de lentilles, ou encore « de limiter les suppléments d'honoraires pouvant être demandés par les audiciens ». ●

CH. C.

## LONDRES – INCENDIE DE LA TOUR GRENFELL

# Pas de bilan définitif avant plusieurs mois

Il faudra plusieurs mois avant de connaître le bilan définitif de l'incendie de la tour Grenfell de Londres, a confirmé mercredi la police britannique, alors que la polémique continuait sur le plan politique. « Nous pensons qu'environ 80 personnes sont mortes ou présumées mortes » dans l'incendie qui a ravagé cet immeuble de logements sociaux dans la nuit du 13 au 14 juin, a déclaré Fiona McCormack, une des responsables de la police scientifique de Londres, lors d'un point de presse.

Le bilan reste donc inchangé par rapport au dernier chiffre communiqué par la police qui était de 79 morts ou présumés morts. « Il faudra de longs mois avant que nous soyons en mesure de donner un bilan définitif », a ajouté M<sup>me</sup> McCormack, sachant que les opérations de récupération des corps se poursuivront jusqu'à la fin de l'année.

La responsable de Scotland Yard a précisé que la police n'avait à ce jour pas réussi à nouer contact avec les occupants de 23 des 129

appartements de la tour, située dans le plus riche quartier de Londres, à Kensington et Chelsea. « Cela nous amène à penser que personne dans ces 23 appartements n'a survécu », a-t-elle souligné.

## PLUS DE 120 MORTS ?

D'anciens résidents de la tour, peu convaincus par le bilan de la police, ont entrepris des démarches parallèles pour tenter de déterminer le nombre de disparus, écrit le quotidien The Guardian mercredi. L'un d'entre eux, Sajad Jamal-

vatan, un étudiant en ingénierie biomédicale qui habitait au 3<sup>e</sup> étage de la tour, a déclaré au journal que le nombre de mort dépassait probablement les 120.

À ce jour, le gouvernement britannique a identifié environ 600 tours au Royaume-Uni dotées d'un revêtement similaire à celui de la tour Grenfell, des plaques de composite d'aluminium et polyéthylène (plastique) soupçonnées d'avoir favorisé la propagation rapide du feu. ●